

CP 2020-012 relative à la participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

Contribution de Teréga

Q1 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers au financement des programmes d'investissements ?

Teréga n'a pas encore identifié de cas sur sa zone où un tel dispositif pourrait être déclenché. Néanmoins, il semble utile de sensibiliser les porteurs de projets dans les zones où le I/V est moins favorable.

Dans la proposition de la CRE, ces derniers supporteraient une part des coûts forfaitaire -qui correspond aux coûts d'étude du poste de rebours- au moment du jalon D2 ainsi que le risque de non réalisation de l'ouvrage. Une fois les renforcements validés, les éventuels écarts entre coûts prévisionnels et réels portés par des tiers afin de respecter le plafond de I/V sont traités de la sorte :

- à la hausse, ils sont portés par les tarifs d'utilisation des infrastructures,
- à la baisse, ils sont répercutés aux porteurs de projet et / ou tiers (ce qui peut aller jusqu'au remboursement des frais d'étude).

Teréga est favorable à ce dispositif mais s'interroge sur certains cas particuliers.

En particulier, Teréga comprend que les premiers cas de zones à I/V défavorable où des tiers pourraient financer une part des renforcements sont liés à l'installation de postes de rebours distribution transport. Cependant, il semble envisageable de rencontrer des cas de zones où le I/V est au-dessus du plafond réglementaire sans qu'il ne soit nécessaire d'y installer un poste de rebours. Teréga s'interroge alors sur le montant forfaitaire qui serait demandé aux tiers en amont des investissements, dans ce cas de figure.

De plus, dans le cas mentionné dans la consultation publique, que se passerait-il si le complément d'investissement demandé aux tiers nécessaire pour ramener le I/V sous les 4700€/ (nm³/h) était inférieur à 200k€ ? Il semble raisonnable de demander aux tiers de ne préfinancer que le montant exact (inférieur à 200 k€) permettant de respecter le I/V plafond.

Q2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Comme précisé dans sa réponse à la question 5 de la consultation publique 2019-015 préalable à la délibération 2019-242, Teréga préconise une cohérence générale de traitement des opérateurs de réseaux qui agissent en étroite collaboration pour établir les zonages. De plus, Teréga avait alors souligné l'importance du contrôle coordonné par la CRE sur les investissements de renforcement étudiés conjointement afin d'atteindre un optimum technico-économique à l'échelle de la communauté gazière.

Afin de respecter les dispositions prévues par le droit à l'injection, en particulier l'objectif d'optimum technico-économique des schémas de raccordement des installations de méthanisation, il est effectivement primordial d'assurer la cohérence individuelle pour chaque ouvrage de renforcement (rebours et maillages) entre le niveau d'investissement prévu dans la détermination du zonage de raccordement et les montants réellement engagés pour la réalisation de l'investissement en question.

Teréga suggère qu'un monitoring précis des montants de chaque investissement de renforcement, estimés lors du zonage de raccordement, puis validés par la CRE et enfin réalisés, soit partagé en toute transparence entre tous les opérateurs gaziers concernés.

Concernant les critères à respecter pour la validation des investissements des GRD, Teréga rappelle que l'article D.453-23 paragraphe 3 du code de l'énergie, précise que *"la somme des coûts d'investissement du renforcement et des coûts d'investissement des autres renforcements validés pendant l'année calendaire...est inférieur à 0,4% des recettes annuelles des tarifs d'utilisation du réseau de distribution **sur la concession ou sur la zone de desserte** si le réseau public de distribution n'est pas concédé en application de l'article L 432-6."*

En tenant compte de ces remarques, le dispositif proposé répond pleinement aux enjeux du droit à l'injection.

Teréga est favorable à l'évolution proposée des modalités de validation des investissements de renforcement liés à l'accueil du biométhane sur les réseaux de distribution.